

# La science économique juge les candidats !

AIRAMA, 12 rue de Poitiers, 75007 Paris

## En 2012, l'AIRAMA avait publié une lettre ouverte aux Candidats à la Présidence de la République

Celle-ci, **déjà en 2012**, appelait l'attention des candidats sur les méfaits de la politique libérale menée depuis 1974.  
Elle désignait l'ennemi :

### « l'ultralibéralisme »

Elle disait :

**NON AU « LAISSEZ-FAIRISME » SUICIDAIRE !** *C'est-à-dire au désordre économique mondial.*

**NON À L'ÉTAT DESTRUCTEUR DES EMPLOIS ET DE LA CROISSANCE !** *C'est-à-dire aux délocalisations aux conséquences désastreuses.*

**OUI À LA RELANCE DE LA « PROTECTION COMPÉTITIVE » DES 30 GLORIEUSES !** *C'est-à-dire à un retour à un protectionnisme intelligent.*

\*\*\*

L'**ultralibéralisme**, c'est la perversion du libéralisme, imposture que Maurice Allais qualifiait de « **chienlit libre-échangiste** ».

**Les faits ont confirmé ce que nous écrivions en 2012.**

L'incurie et la malfaisance des classes politiques et médiatiques auront donc fait perdre à la France ces cinq dernières années qui auraient dû engager le redressement salutaire, alors qu'en 2017 la France est désormais dans un état critique. Déjà en effet cette lettre développait des points essentiels de la campagne :

## La crise de l'ultralibéralisme conduit la société française au bord de l'effondrement

*Depuis plus de dix ans, M. Allais n'a cessé d'annoncer la gravité de la crise et de son engrenage inexorable de destruction totale si rien n'est fait.*

*Mais les perversions laissez-fairistes du prétendu libéralisme de ces trente dernières années nous ont menés **au bord de l'effondrement de la société française.** » ...*

## Le « facteur majeur » de la crise économique est **politique**

M. Allais a démontré que la crise n'est pas la conséquence d'une fatalité mais d'une politique suicidaire.

*La **politique poursuivie** à partir de 1974 de libéralisation mondialiste » par Bruxelles – au nom de l'art. 110 du traité de Rome imposant « **la suppression progressive des barrières douanières** » qui a conduit ainsi à « **la disparition progressive de la protection** du Marché communautaire européen et à l'instauration continue d'un **libre-échange mondialiste** », autrement dit d'un ultralibéralisme.*

## L'effet du « **changement de cap** » ultralibéral de 1974 se mesurait sur le graphique publié dans l'Humanité

*L'effet du **changement de Cap politique ultralibéral de 1974** – après l'entrée de l'Angleterre dans la CEE en 1973 –, à l'origine du **décrochage structurel** de l'économie et de la **destruction catastrophique de la croissance et de l'industrie.***

*M. Allais a ainsi formulé la racine de tous les maux dus à la mondialisation sauvage : « En fait, toutes les **difficultés pratiquement***

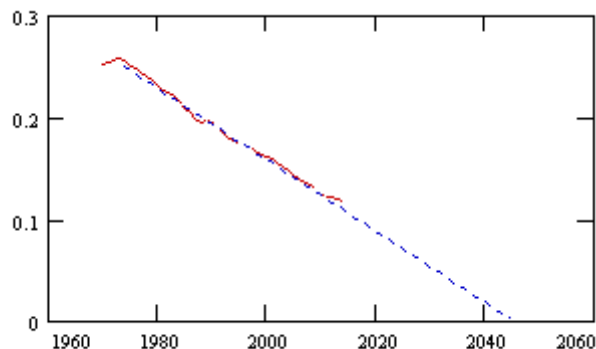
***insurmontables* dans lesquelles nous nous débattons aujourd'hui résultent de la réduction, de plus de deux à un, du taux de croissance annuel du produit national brut réel de 1974 à 2012. »**

## **Rien n'a été fait :**

***Nous pouvons affirmer aujourd'hui que ce changement était la conséquence des événements de Mai 1968 qui ont initié une décroissance des investissements industriels en France. Comme nous le verrons, la production nationale ne suffisant plus à la satisfaction de la demande, la dette de l'état et des entreprises n'a cessé de croître.***

## ***Les données actuelles prolongent cette tendance :***

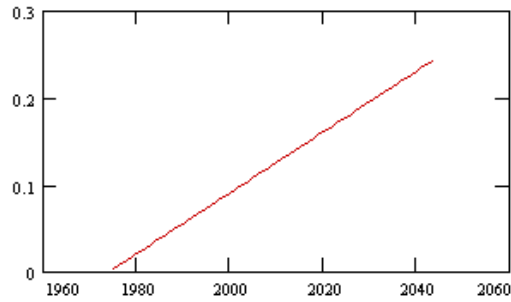
**Les dernières données statistiques prolongent le graphique publié par Maurice Allais. Le pourcentage de l'emploi industriel dans la population active continue à décroître linéairement.**



***Si rien ne change, il n'y aura donc plus en France d'emplois industriels en 2045 !***

**La croissance des importations conduit au chômage de masse que nous connaissons.**

La contribution des importations en provenance des pays à faible coût de main d'œuvre, appartenant ou non à l'Union Européenne, est clairement à l'origine du chômage de masse que nous connaissons. Faute des statistiques spécifiques, nous pouvons estimer de l'ordre de 15% du PIB le volume de ces importations.



**Alors, il n'est pas étonnant que l'emploi industriel ait été réduit et que la dette publique ait déjà atteint 100% du PIB !**

**Persévérer ainsi ressemble désormais à une volonté réelle de démanteler et de liquider la France !**

## **Nous proposons une solution Globale : la relance de la politique de « *protection compétitive* »**

*Ce qu'un changement de cap politique a détruit, un changement inverse peut le reconstruire. « Pour préserver le développement harmonieux du commerce mondial, une protection communautaire raisonnable doit être assurée à l'encontre des importations ». Il suffit donc pour faire repartir le moteur de la croissance de relancer la politique « protection compétitive » des « Trente glorieuses ».*

**Aujourd'hui, un nouveau nom est donné à cette protection :**

**Le protectionnisme intelligent.**

## Les axes de déclinaison de la solution globale étaient les suivants :

1) L'ANNULATION « **DIFFÉRENCIÉE** » DE LA DETTE PUBLIQUE, gigantesque, basée sur le *principe de séparation de la dette réelle due et de la dette « jeu d'écritures » non due* :

Premièrement : *annuler l'article 25* de la loi 73-7 du 3 janvier 1973, cause essentielle de la dette de la France qui a interdit à la Banque Française de faire *crédit à l'État à 0 %*, condamnant la France à *l'emprunt aux banques privées à taux d'intérêts ruineux* comme le montre ce tableau comparant le montant de la dette réelle à % (bleu) et la dette gonflée par les intérêts « *privés* » cumulés (rouge) :



Deuxièmement : procéder à l'annulation différenciée *sur le modèle de la solution islandais après l'audit de la dette*, mise en application pratique politique de la solution Allais, qui montre que c'est possible.

**LA SÉPARATION LÉGALE ENTRE BANQUES DE DÉPÔT ET BANQUES D'AFFAIRES (Glass-Steagall act)**, par la *réforme des règles du crédit, restituant à l'État le monopole de la création monétaire*.

**LA RELANCE DE LA POLITIQUE DE « PROTECTION COMPÉTITIVE » DES TRENTE GLORIEUSE**, par l'affirmation que « *la libéralisation totale des échanges n'est possible que dans le cadre d'ensembles régionaux groupant des pays ... [à] développement économique et social comparable* », par la *révision des « traités fondateur de l'UE »* pour la nouvelle « *instauration indispensable d'une préférence communautaire* ».

Nous ajoutons la contre réforme rendant à l'état le monopole de la création monétaire.

Pourquoi ne ferions-nous pas une réforme analogue au projet helvétique de monnaie « *pleine* »...

## Mettons l'Union Européenne face à ses contradictions :

**Exigeons l'introduction de droits de douane assurant la concurrence libre et non faussée au sein de l'UE :**

Comment ose-t-on dire que les différences de charges sociales payées par les entreprises ne faussent pas la concurrence ?

## Pour Maurice Allais, la responsabilité des politiques était engagée :

M. Allais considérait que « *L'aveuglement de nos dirigeants politiques, de droite et de gauche, depuis 1974 est entièrement responsable de la situation dramatique où nous nous trouvons aujourd'hui* ». « La condition *sine qua non* fondamentale de notre participation à la construction européenne, c'est le rétablissement explicite et solennel de la préférence communautaire c'est-à-dire d'une protection raisonnable ».

# Conclusion :

Nous pouvons reprendre la conclusion de 2012 :

À l'heure des Présidentielles 2017, nous sommes tous à la croisée des chemins, Vous, comme Candidats à la Présidence de la République et nous, comme Scientifiques engagés au service de la France, et conscients de représenter tant l'Évidence démocratique que la Vérité scientifique.

***Au nom du Peuple**, Vous devez vous engager solennellement **au respect de sa volonté explicite de rétablissement de la préférence communautaire compétitive des Trente Glorieuses**, à l'inverse de la honteuse forfaiture que fut le viol du résultat du Référendum 2005 exprimant le rejet massif de la Constitution ultralibérale de l'UE de par 55 % des suffrages du peuple français.*